

APRES LA CATASTROPHE DE LA CHLORDECONE

ARRETONS L 'EPANDAGE AERIEN DE PESTICIDES !

Nous, citoyens, associations, syndicats et organisations politiques, signataires de cet appel.

Dénonçons avec la plus vive fermeté l'autorisation accordée à nouveau par le Préfet à poursuivre l'épandage aérien de pesticides dans les plantations de bananes en Guadeloupe. La directive européenne et la loi Grenelle interdisent la pulvérisation de pesticides par voie aérienne. En accordant une dérogation, le Préfet n'a tenu aucun compte des avis défavorables émis par les associations de l'environnement, des scientifiques, le Parc National de la Guadeloupe, Le Conseil de la Culture de l'Environnement et de l'Education ainsi que celui de milliers de citoyens.

Condamnons cela d'autant plus fermement que les produits toxiques utilisés lors de l'épandage peuvent provoquer des affections pulmonaires graves, des cancers, des malformations congénitales, des problèmes de fertilité,...

L'épandage aérien de ces produits amplifie la gravité de leurs effets toxiques et ajoute à la pollution chimique extrême déjà enregistrée en Guadeloupe et en Martinique.

Après le scandale de la Chlordécone, cette autorisation constitue-t-elle un droit à empoisonner de nouveau ?

Trop, c'est trop !

La culture de la banane assure de nombreux emplois directs ou indirects dans notre pays. Est-ce une raison de poursuivre l'usage de ces pesticides toxiques pour l'environnement et dangereux pour la santé de la population, à commencer par celle des employés des plantations et des riverains ?

Ne peut-on pas développer une agriculture diversifiée ?

Parce que toutes ces questions sont particulièrement graves, nous, divers acteurs de la société guadeloupéenne, quelles que soient nos origines, nos convictions idéologiques ou politiques, appelons à une unité la plus large et la plus décisive pour stopper cet épandage aérien.

Nous sommes tous responsables de la Guadeloupe, de son bon état, de son devenir et de l'avenir de nos enfants.

Tenez vous prêts aux différentes actions qui seront organisées

Les signataires au 02 août 2012 :

Les associations : l'Institut Rémi Nainsouta, Association Conseil Environnement Développement durable (ACED), Vernature, L'Association pour la Sauvegarde et la réhabilitation de la Faune des Antilles (L'ASFA), Guadeloupe Nature Environnement, Association des Mateurs Amicaux des Z'Oiseaux et de la Nature aux Antilles (AMAZONA), Alsophis, Nature Kulture 971, l'Institut Régional d'Élevage de Transformation et de Recherches Agricoles (IRETRA), SOS environnement, le Café-débat Social Club, Le Gaiac, SAVE, Le KARE, Groupement des Agriculteurs Eco Bio, Arts et Agriculture Biologique, IETE- le Panier Vert Local , L'Union Régionale des Associations de Protection de l'Environnement de la Guadeloupe (L'URAPEG),

Les syndicats : FSU

Les politiques : Caraïbe Ecologie Les Verts, Combat ouvrier, Comité d'Initiative pour une Politique Alternative (CIPA), Le Maire de Bouillante, Jean-Claude Malo.